



Stratégie Nationale Française pour la Biodiversité

PLAN D'ACTION PATRIMOINE NATUREL

COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DU COMITE FRANÇAIS POUR L'UICN

Ce travail a été élaboré sur la base d'une comparaison entre le texte du plan d'action, le document « **Au nom du vivant** », réalisé conjointement par le Conseil National du Développement Durable et le Comité français pour l'UICN comme contribution à la Stratégie Nationale de la Biodiversité, et les propositions complémentaires des organisations et experts du Comité français pour l'UICN.

Le plan d'action nous est apparu bien rédigé et nous avons apprécié l'effort réalisé pour l'élaboration du tableau de bord précisant les actions, les acteurs, le calendrier de réalisation, les résultats attendus et les indicateurs de mise en œuvre. La question cruciale du financement des actions proposées reste cependant en suspens.

Nous souhaitons néanmoins apporter des commentaires et propositions articulés selon les 4 grands chapitres du plan d'action (1- Améliorer la qualité biologique des territoires ; 2- Accompagner l'essor de la gestion concertée du patrimoine naturel ; 3- Poursuivre la rénovation du droit et des outils économiques ; 4- Organiser le suivi de l'évolution de la biodiversité et des paysages).

Pour le chapitre 1, «Améliorer la qualité biologique des territoires» :

-Protéger les éléments clés du réseau écologique national

- Développer une **stratégie pour l'amélioration et l'extension du réseau actuel d'aires protégées**, incluant toutes les catégories d'aires protégées comme indiqué dans le tableau de bord.
- Définir précisément ce que sera en 2010 le **réseau écologique national**, qui devra établir une connectivité entre les différents types d'écosystèmes et les espaces protégés grâce à des corridors biologiques.
- Promouvoir la conservation des milieux naturels dans les **zones artificialisées** comme les espaces péri-urbains permettant l'accès à une nature de proximité et de qualité.
- Elaborer des **plans d'action spécifiques** pour toutes les grandes infrastructures naturelles citées dans le plan : **montagne, zones côtières, eaux intérieures et forêt** (métropole et outre-mer). En effet, seuls les zones humides et les récifs coralliens font déjà l'objet de plans d'action spécifiques. Il

est important que chaque plan soit élaboré en tenant compte des programmes de la Convention Diversité Biologique qui existent déjà pour tous ces types d'écosystèmes.

Le plan d'action 'forêt' devrait être rédigé en collaboration avec le MAAPAR et faire référence au plan d'action gouvernemental sur les forêts tropicales ainsi qu'au plan d'action forestier national en cours d'élaboration. La biodiversité forestière doit en effet faire l'objet d'une **politique publique plus lisible pour l'ensemble des acteurs**, tant au niveau national (métropole et outre-mer) qu'international.

Le MEDD doit renforcer son action dans le domaine de la mer en créant un **service chargé de la biodiversité marine** qui puisse travailler conjointement avec le Secrétariat Général de la Mer sur les problématiques communes évoquées dans le plan 'mer'.

-Sauver les espèces sauvages menacées et lutter contre les espèces envahissantes

Ces deux sujets et le trafic des espèces menacées mériteraient un traitement distinct dans le cadre de la stratégie.

- Compléter les dispositions du plan d'action pour le cas spécifique des **espèces génératrices de conflits** : grands prédateurs, cormorans, etc..
- Veiller à ce que les mesures prises pour la lutte contre les **espèces exotiques envahissantes** mettent un accent particulier sur la Méditerranée et les collectivités d'outre-mer.

Pour le chapitre 2, «Accompagner l'essor de la gestion concertée du patrimoine naturel » :

-Gouvernance et qualité de gestion des lieux de débats

- Veiller à la **cohérence nationale** de la mise en œuvre du plan d'action et à **l'articulation** entre les différentes échelles territoriales et entre toutes les catégories d'acteurs (collectivités, associations, entreprises et socio-professionnels).
- Rénover le cadre de la **concertation** tant au niveau national que local.

-Elargir la gestion concertée à de nouveaux lieux de débat

- Impliquer plus précisément **les départements et les communes** dans la mise en œuvre de la stratégie et apporter un soutien fort et pérenne aux **associations de protection de la nature** afin de passer d'un projet gouvernemental (stratégie actuelle) à un véritable **projet de société**.

- Définir et lancer les **incitations** permettant de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion du patrimoine naturel.

Pour le chapitre 3, « Poursuivre la rénovation du droit et des outils économiques » :

-Politiques fiscales pour la protection et la gestion du patrimoine naturel

- Lancer un **chantier national** pour définir toutes les possibilités de **financement** des politiques et des actions de conservation du patrimoine naturel. Le plan d'action se limite en effet actuellement à quatre mesures qu'il est urgent de compléter. Le secteur du **tourisme**, souvent basé sur la découverte du patrimoine naturel français, doit en priorité être étudié pour rechercher de **nouvelles recettes fiscales**, sachant, de plus, que la France est la première destination touristique mondiale.
- Préconiser l'**exonération de la taxe foncière** pour toutes les aires protégées.
- Encourager fiscalement le **mécénat environnemental** auprès des entreprises.
- Répartir de façon plus équilibrée la **dotation globale de fonctionnement** des communes pour favoriser celles qui s'attachent à préserver l'environnement.
- Orienter une partie de la **taxe sur l'eau** pour la protection des zones humides.

Pour le chapitre 4, « Organiser le suivi de l'évolution de la biodiversité et des paysages » :

-Garantir la qualité et mutualiser l'information

- Finaliser et moderniser les **inventaires du patrimoine naturel** en priorité sur la **mer**.

-Evaluer la mise en œuvre de la stratégie et l'évolution vers l'objectif 2010

- Proposer des **indicateurs** définis de manière concertée pour évaluer la mise en œuvre de la stratégie d'ici la prochaine échéance fixée à janvier 2006.
- Produire des **indicateurs régionaux** pour suivre la mise en œuvre de la stratégie au niveau régional.
- Travailler sur des **indicateurs spécifiques pour les entreprises** à prendre en compte dans leurs rapports annuels de développement durable pour faire ressortir leur contribution à la SNB.

-Améliorer l'accès à l'information et sa diffusion au grand public

- Améliorer les '**porter à connaissance**' de l'Etat mais également ceux des communes, des départements et des régions sur les milieux sensibles et sur

les espèces protégées rares ou menacées dans les documents d'aménagement.

Enfin, nous citons ci-dessous trois mesures importantes à prendre en compte concernant **le volet international**, absent du plan d'action :

- Veiller à la **cohérence** des actions proposées dans le **plan avec les engagements pris par la France dans les conventions internationales**.
- Veiller, en particulier, à assurer une coordination étroite entre les plans d'action et les **programmes de travail de la Convention sur la Diversité Biologique** que la France a adoptés en tant que partie à cette convention.
- Mettre en place un **Secrétariat national** chargé de la coordination interministérielle pour suivre et appliquer les conventions et traités internationaux relatifs à la biodiversité.